

Marc Bloch, la leçon d'Histoire



- **Emmanuel Macron a annoncé l'entrée de l'historien et résistant Marc Bloch au Panthéon.** Tué par les nazis en 1944, Marc Bloch est reconnu pour son rôle majeur dans le renouvellement des sciences historiques avec le courant de l'École des Annales. Depuis 2017, cette panthéonisation serait la cinquième sous la présidence d'Emmanuel Macron après Simone Veil, Maurice Genevoix, Joséphine Baker et Missak Manouchian.
- **Le procureur de la Cour pénale internationale (CPI) a demandé un mandat d'arrêt contre Min Aung Hlaing, chef de la junte birmane, pour crimes contre l'humanité visant la minorité Rohingya.** Accusé de déportation et de persécution lors des violences de 2016 et 2017, le général est considéré comme le principal responsable du génocide de 2017, selon des ONG. Les Rohingyas, persécutés en Birmanie, vivent majoritairement dans des camps au Bangladesh après avoir fui des massacres et viols.
- **Le prix Goncourt a été attribué à l'écrivain et journaliste algérien Kamel Daoud pour son roman Houris, qui revient sur la « décennie noire » de la guerre civile algérienne (1992-2002).** Le prix Renaudot a été décerné au romancier et chanteur franco-rwandais Gaël Faye pour Jacaranda, une œuvre explorant les traumatismes multigénérationnels liés au génocide des Tutsis au Rwanda.
- **Les ministres de l'Intérieur, Bruno Retailleau, et de la Justice, Didier Migaud, ont présenté à Marseille de nouvelles mesures pour lutter contre le trafic de drogue, décrit comme une menace « tentaculaire et grandissante ».** Parmi les initiatives annoncées : un renforcement de 40 % des effectifs du parquet de Paris dédiés à la criminalité organisée, la création d'un magistrat de liaison à Bogota pour faciliter la coopération judiciaire, et une réflexion sur un parquet national antistupéfiants. Retailleau a proposé d'expulser les trafiquants de leurs logements et de systématiser les enquêtes patrimoniales dans les affaires de drogue. Une cellule nationale de coordination sera également créée dans les prochaines semaines pour structurer cette stratégie.
- **Le Parlement britannique a adopté une loi visant à renationaliser le transport ferroviaire de voyageurs.** Les services seront progressivement confiés à un organisme public, Great British Railways, à mesure que les contrats des opérateurs privés arriveront à échéance, majoritairement d'ici fin 2027. Initiée par le gouvernement travailliste en place depuis juillet, cette réforme répond à des critiques sur la gestion privée, notamment en matière de ponctualité et de tarifs. Cette mesure marque un retour à une gestion publique, après la privatisation du secteur dans les années 1990.
- **En 2023, 85 000 femmes et filles ont été tuées intentionnellement dans le monde, selon un rapport de l'ONU.** Parmi elles, 60 % ont été victimes d'un partenaire intime ou d'un membre de leur famille, soit une femme tuée toutes les 10 minutes par un proche. L'ONU Femmes déplore des progrès insuffisants dans la lutte contre les féminicides et note une diminution du nombre de pays recensant ces crimes.
- **Le 29 novembre, les députés britanniques ont approuvé en deuxième lecture la légalisation de la fin de vie assistée en Angleterre et au Pays de Galles, avec une majorité claire (330 voix pour, 275 contre).** Ce texte, intitulé "Terminally Ill Adults (End of Life)", permettrait aux adultes en phase terminale, dont l'espérance de vie est inférieure à six mois, de recevoir une aide médicale pour mettre fin à leurs jours. L'accès serait strictement encadré, nécessitant l'approbation de deux médecins, d'un juge de la Haute Cour, et une administration autonome de la dose létale.

COP29

La COP29 à Bakou a débouché sur un accord visant à tripler l'aide financière des pays riches aux pays en développement, avec un objectif de 300 milliards de dollars par an d'ici 2035. Bien qu'il s'agisse d'un progrès par rapport aux 100 milliards précédemment prévus, ce montant reste inférieur aux attentes des pays bénéficiaires, critiqué notamment par les ONG pour son insuffisance face à l'inflation et aux besoins croissants. La contribution des pays riches sera financée par des fonds publics, des investissements privés, et potentiellement par des taxes globales en cours de réflexion. La Chine, malgré sa richesse croissante, a obtenu que sa participation reste « volontaire. » Enfin, une feuille de route sera discutée lors de la COP30 au Brésil en 2025 pour clarifier les modalités de financement et renforcer l'accès aux dons pour les pays les plus fragiles.

TRUMP

L'élection présidentielle américaine de 2024, tenue le 5 novembre, marque le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, devenant le premier président depuis 132 ans à obtenir un second mandat non consécutif. Battu en 2020, Trump réussit son retour malgré une condamnation judiciaire et une tentative d'assassinat pendant la campagne. Il l'emporte face à Kamala Harris, qui avait remplacé Joe Biden après son retrait en juillet en raison de faiblesses perçues lors des débats. Lors de la composition de son gouvernement, Donald Trump a annoncé la nomination de l'homme d'affaires Elon Musk à la tête du « département de l'efficacité gouvernementale », qui visera à « démanteler la bureaucratie gouvernementale » et à baisser ses dépenses.

NUCLÉAIRE

Vladimir Poutine a signé un décret élargissant les conditions d'usage de l'arme nucléaire par la Russie. Désormais, toute attaque menée par un État non nucléaire avec le soutien d'un État nucléaire sera considérée comme une attaque conjointe contre la Russie. Ce renforcement intervient alors que la Russie achève un programme de modernisation de son arsenal nucléaire, qui compte environ 4 380 ogives, le plus important au monde. La Russie et les États-Unis détiennent ensemble 88 % des armes nucléaires mondiales, selon la Fédération des scientifiques américains. Cette évolution s'inscrit dans un contexte de tensions accrues, notamment depuis la fin du traité de 1987 sur les missiles de portée intermédiaire.